



## Paysan bio, un parcours de marathonien

**AGRICULTURE** Le nombre de fermes qui ont opté pour le bio a doublé en Suisse romande l'année passée. Derrière le succès des produits, il y a une prise de risque permanente. L'exemple de deux agriculteurs vaudois reconvertis



Eric et Janick Fazan, producteurs bio à Apples. En reprenant la ferme parentale, ils ont décidé de renoncer aux interventions phytosanitaires. (DAVID WAGNIÈRES)

OLGA YURKINA

🐦 @YurkinaOlga

A Apples, Eric Fazan a semé la moutarde il y a quelques jours. Bientôt, ça sera au tour du quinoa, avec lequel il espère avoir plus de chance que l'année passée, humide, qui l'a privé de récolte. Quand on produit en mode biologique, la nature reprend ses droits. «On revient à la base de notre métier. Ce n'est plus les fabricants de produits chimiques qui nous dictent le calendrier,

mais la météo», dit l'agriculteur et paysagiste. Issu du monde horticole, il connaissait «suffisamment les travers des interventions phytosanitaires pour décider d'y renoncer» au moment où il a repris la ferme parentale, en 2013.

Après deux ans de transition, nécessaires pour faire oublier au sol les traitements subis, Eric Fazan a rejoint les rangs des producteurs avec le label Bourgeon de Bio Suisse. Ils sont désormais 6144 et cultivent 13,4% (140000

hectares) des surfaces agricoles, selon le rapport annuel présenté hier. En 2016, 386 nouvelles exploitations se sont inscrites pour passer en bio, dont 112 en Suisse romande – le double par rapport à 2015.

Parmi les recrues, Christian Streit, qui a entamé la première année de reconversion sur ses 65 ha de champs et de vignoble à Aubonne. «On ne peut plus faire confiance aux pesticides. Je voulais devenir indépendant des



multinationales», dit l'ingénieur agronome, agriculteur depuis douze ans et acquis à la tisane d'ortie comme remède principal.

Le bio, qui répond aux préoccupations écologiques des cultivateurs comme des consommateurs, a le vent en poupe: malgré les prix plus élevés, ces produits représentent 8,4% (+0,7%) du marché. Mais si une culture biologique rapporte le double aux producteurs, comparé à son équivalent conventionnel, l'effort à assurer en amont augmente en proportion. Les exemples des deux agriculteurs vaudois montrent les principaux défis de la reconversion.

### Investir du temps et de l'argent

«Première question pour un agriculteur qui abandonne la chimie: comment se débarrasser des mauvaises herbes?» explique Pascal Olivier, responsable de l'antenne romande de Bio Suisse. La technique moderne permet un haut niveau de précision, mais le surcoût n'est pas en reste, même si l'aide cantonale aux agriculteurs en transition permet de l'amortir en partie. Christian Streit s'est associé avec trois voisins pour investir 60000 francs dans les machines pour le désherbage et la préparation du sol. S'y ajoute le recours à la main-d'œuvre supplémentaire, surtout pour la vigne.

«En fonction des cultures, la production biologique demande deux à trois fois plus de travail, estime l'agriculteur. Pour un désherbage mécanique réussi, il faut passer plusieurs fois, puis peaufiner à la main.»

«Mon principal investissement? Le temps, confirme Eric Fazan. Il faut bien observer les champs et choisir le bon moment pour une

## «Mon principal

## investissement? Le temps»

ÉRIC FAZAN, PRODUCTEUR BIO

intervention mécanique. Un jour de retard peut compromettre la réussite.»

«En bio, pas de course à la rentabilité. Nous sommes les marathoniens de l'agriculture, face aux sprinters du conventionnel», sourit Eric Fazan. Il a renoncé à certaines cultures, comme la betterave, trop exigeante en travail manuel pour une petite exploitation, et s'est concentré sur les cultures de niche – sarrasin, quinoa, épeautre ou soja. Pendant la transition, Eric Fazan a pu vendre sa récolte aux prix de la reconversion, plus élevés que le conventionnel. Pour les grandes cultures, comme le blé panifiable, le prix reste le même. C'est pourquoi Christian Streit préfère miser sur la production pour le bétail, payée aux prix du bio.

### Se protéger

Les champs d'Eric Fazan jouxtent des exploitations conventionnelles. Ainsi, l'agriculteur préfère garder des bandes tampons en prairie pour se protéger des traitements. «Au contraire du principe du pollueur-payeur, c'est le producteur bio qui est tenu pour responsable si l'on détecte des irrégularités», déplore Pascal Olivier. Les conséquences sont lourdes: la récolte se vend au prix du conventionnel et la parcelle coupable repart en reconversion, avec les pertes conséquentes. Les reconvertis sont donc sensibles aux vents et comptent sur l'honnêteté des voisins.

### Supporter le regard des autres

La pression psychologique exercée par la majorité que constituent les exploitations conventionnelles reste énorme. Eric

Fazan comme Christian Streit ont appris à ignorer les regards incrédules et ont même éveillé l'intérêt des collègues par leur mode de production. Mais dans certains cas, les critiques peuvent contraindre à revenir en arrière. «Parfois, c'est le conflit des générations qui empêche la reconversion», note Pascal Olivier. Eric Fazan est un contre-exemple: il a bénéficié dès le début du soutien de son père, d'abord prudent, puis entièrement conquis par «cette seule façon de faire avancer l'agriculture».

### S'aventurer sur le marché

Malgré les prix plus stables, le marché du bio n'est pas une sinécure. «Les débouchés préoccupent beaucoup les agriculteurs en reconversion, note Pascal Olivier. Pour les céréales, il faut s'assurer qu'il y ait des moulins certifiés à proximité. La séparation est en effet stricte entre les grains conventionnels et bio.»

Autre piège: la surproduction, qui tire les prix vers le bas, comme c'était le cas du lait en 2005. La pression est d'autant plus grande que le bio n'échappe pas au monopole des deux grands distributeurs, Coop et Migros, qui se partagent 75% du marché alimentaire et contrôlent les prix. D'où le danger de la concurrence étrangère, avec ses coûts plus bas. Même si le contrat avec Bio Suisse oblige les distributeurs à privilégier la production indigène, le marché n'est pas sans risques. «A nous de montrer la différence de qualité, avec les critères plus stricts de Bio Suisse», dit Pascal Olivier. Pour se prémunir des mauvaises surprises, les agriculteurs bio auraient préféré un marché plus ouvert. Les produits sont bio, la vente, elle, reste pour l'instant conventionnelle. ■